# Aout 2023

**Expertise France**, agence française d’expertise technique internationale, participe à la politique de coopération, d’aide au développement et d’influence économique de la France, en répondant à la demande croissante en expertise des pays pour construire des politiques publiques qui répondent à leurs défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux.

Expertise France accompagne ses partenaires dans la mise en place de politiques publiques dans les domaines du développement durable, du développement économique, des finances publiques, de la gouvernance et droits humains, de la protection sociale et de l’emploi, de la santé, et des questions relatives à la stabilité, la sûreté et la sécurité.

Sous la Direction des Opérations – Département Gouvernance – Pôle Transparence, Gestion et Redevabilité publiques (TGR).

**Expertise France** recherche :

**Un(e) Expert(e) Un(e) Expert(e) pour la réalisation d’une étude visant à appuyer l’intégration des aspects environnementaux dans la gouvernance publique du secteur extractif au Sénégal**

**Type de contrat :** Contrat de Prestation de Services (indépendant/ expert individuel)

**Type d’expertise** : Court terme

**Durée :** 30 jours sur 6 mois

**Lieu :** A distance et mission(s) de terrain

**Description de la mission**

L'expert(e) aura pour mission principale de conduire une étude sur le suivi des impacts sociaux et environnementaux de l'exploitation minière au Sénégal, et d’en rapprocher la gestion publique de ces impacts au regard du standard de la Norme 2023 de l’Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) sur les questions environnementales. Il/Elle évaluera par exemple le niveau d’information des communautés riveraines des mines sur les risques environnementaux et la possibilité qui leur est donnée de discuter des mesures de compensation de manière éclairée, en référence à l’Exigence 2.2a de la norme.

Egalement, l'expert(e) sera chargé(e) de recueillir et de présenter des exemples de bonnes pratiques de suivi des impacts sociaux et environnementaux des industries extractives dans la région Afrique.

Enfin, l'expert(e) passera en revue les codes juridiques du secteur extractif au Sénégal, pour analyser le cadre légal et réglementaire en lien avec les nouvelles exigences de la norme, et proposer des améliorations ainsi qu'un plan d'action pour une éventuelle mise à jour, notamment en matière de consistance et d’accès à l’information relative aux études d’impacts environnementaux et sociaux.

Cette mission d’appui technique couvrira donc trois composantes :

1. Prestation de service **Etude du suivi des impacts sociaux et environnementaux des mines au Sénégal**, recommandations pour une mise en œuvre effective d'un mécanisme institutionnel de suivi des impacts selon les exigences et recommandations de la norme ITIE, notamment les exigences 2.2 a ii sur la consultation préalable des communautés, dans le cadre de l’octroi des licences. Cette exigence devrait permettre de s’assurer que ces communautés sont
	* d’une part clairement informé des risques de passif environnementaux encourus par l’exploitation d’une ressource extractive (mine et pétrole) – Mine pour des raisons évidentes d’emprise sur le foncier et les cadres de vie et pétrole parce que même si les processus se déroulent en mer, les activités offshore ont des répercussions sur l’économie bleu dont dépendent de nombreuses communautés y compris certaines au Sénégal. Il sera donc question pour l’expert (e) de voir sir le cadre institutionnel actuel permet aux populations qui sont exposées à ces risques d’en avoir pleinement connaissance de discuter des mesures de compensation proposée et de la consistance de ces dernières ;
	* Cette exigence est renforcée par la nouvelle exigence 6.4 qui demande une publication exhaustive des rapports EIES et de faciliter leur accès au public.
2. Prestation de service **Documentation ou Etude Benchmark inclut atelier de présentation, autour d'exemples de bonnes pratiques** de mécanismes ou études sur le Suivi des impacts sociaux et environnementaux des industries extractives dans la région Afrique. Il s’agira ici de présenter des cas de bonnes pratiques de cadre légaux et institutionnels sur l’environnement qui se rapprochent des exigences 2.2 et 6.4 nouvelles de l’ITIE.
3. Prestation de service **Revue des codes juridiques du secteur extractif au Sénégal (codes de l'environnement et minier)**. L’idée ici est d’effectuer une analyse du cadre légal et règlementaire sénégalais par rapport aux nouvelles exigences de la norme ITIE, et proposer des chantiers d’amélioration au groupe multipartite, dans la mise en œuvre de cette exigence sur les questions environnementales, et proposer une feuille de route en vue d’une mise à jour possible.

Il est attendu de l’expert :

* Réaliser une revue des lois et règlements applicables aux questions environnementales dans le secteur minier et pétro-gazier naissant au Sénégal, et d’évaluer leur efficience en rapport aux nouvelles exigences de la norme ITIE sur les questions environnementales, notamment les Exigences 2.2a-ii, et 6.4 ;
* Présenter à chaque étape de l’analyse des cas qui pourraient servir de Benchmark dans le cadre des discussions au sein du Groupe Multipartite (GMP) du Sénégal ;
* Organiser et animer un atelier de discussion sur la thématique avec des parties prenantes qui seront identifiées ultérieurement, qui incluront les membres du GMP, des représentants des ministères sectoriels concernés, et du Secrétariat Permanent ITIE Sénégal.

***Livrables attendus :***

* Rapport de démarrage, inclut présentation de la méthodologie de collecte des données en vue de la réalisation de cette mission sur l’approche intégrée d’appréciation de la question environnementale dans le cadre de la mise en œuvre de l’ITIE ;
* Un rapport intermédiaire, présentant les premiers résultats obtenus à la suite des informations collectées ;
* Un rapport final, qui inclura une revue des cadres légaux, règlementaires et institutionnels de gestion des questions environnementales en rapport au secteur extractif, des éléments de comparaison avec de bonnes pratiques, et le niveau de conformité aux nouvelles exigences e l’ITIE, notamment en matière de consentement éclairé des communautés, et de l’accessibilité des rapports de mise en œuvre sur les questions d’environnement ;
* Des recommandations en vue d’améliorer la gouvernance publique en la matière ;
* Préparation d’une présentation de synthèse de l’étude et animation d’un atelier final sur le sujet.

# Description du contexte et du projet global

Le projet ‘*Appui à la gouvernance du secteur des industries extractives au Sénégal et en République du Congo-Brazzaville’* a pour objectif de soutenir l’amélioration de la gouvernance et de la transparence du secteur des industries extractives au Sénégal et en République du Congo.

Le programme d’appui technique vise notamment le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des parties prenantes membres des comités exécutifs nationaux responsables de la mise en œuvre de la norme internationale de l’Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

Ce projet ambitionne l’atteinte de trois résultats au niveau de chacun des pays, à savoir:

1. Renforcement de la gouvernance du groupe multipartite responsable de la mise en œuvre de l’ITIE au niveau national dans chacun des deux pays, et renforcement des capacités des membres des groupes
2. Renforcement de la transparence dans les jalons de la chaine du secteur extractif, concernant l’octroi des licences, les exonérations fiscales, les couts de transferts, l’information budgétaire, etc.
3. Renforcement de la participation et de l’intégration des organisations de la société civile locale dans la gouvernance du secteur et de la prise en compte des dimensions environnementales.

La durée de la mise en œuvre du Projet global est de 12 mois, sur un financement du Ministère français de l’Europe et des Affaires Etrangères.

# Profil souhaité

***Qualifications et compétences :***

* Formation diplôme en sciences de l’environnement, droit de l'environnement, gestion des ressources naturelles ou dans un domaine connexe.
* Connaissance des normes et standards environnementaux internationaux.
* Connaissance du contexte socio-environnemental du Sénégal et du secteur extractif en Afrique serait bénéfique ; bonne compréhension des défis posés aux communautés locales et des meilleures pratiques en matière de gestion des impacts environnementaux et sociaux.
* Compétences en recherche et en analyse, pour assurer l’étude sur le suivi des impacts sociaux et environnementaux, examiner les codes juridiques, et évaluer le cadre légal et réglementaire en fonction des nouvelles exigences de la norme ITIE.
* Compétences solides en communication et en présentation, nécessaires pour présenter des exemples de bonnes pratiques, organiser et animer des ateliers, et préparer rapports et présentations claires et convaincantes.
* Compétences en gestion de projet pour assurer la livraison en temps voulu des livrables.

***Expérience professionnelle générale et spécifiques :***

* Capacité à travailler en milieu interculturel, en relation avec des autorités, OSC et secteur privé
* La connaissance du secteur de l’environnement au Sénégal sera un avantage
* Parfaite maitrise du français à l’écrit et à l’oral

**Langue de travail :** Français

# Informations complémentaires

***Soumission des propositions***Les prestataires intéressés doivent inclure les documents suivants dans leurs propositions :

-  Une brève proposition technique détaillant leur compréhension des principaux enjeux du projet, du contexte et des termes de référence, une proposition d’organisation du travail ainsi que le calendrier proposé ;

-  CV de l’expert proposé pour cette prestation, contenant des informations détaillées sur leurs qualifications, leurs expériences et les références appropriées ;

-  Une proposition financière détaillée en jours-homme, en identifiant le nombre de jours à distance et les jours de terrain, inclus une estimation des frais de mission(s) de déplacement sur le terrain.

***Critères de sélection des candidatures***

Le processus de sélection des candidats s'opérera selon les critères suivants :

* Formation/compétences/expériences du candidat en lien avec la mission d’expertise
* Compréhension des objectifs et de la portée de la mission
* Références et exemples de travaux antérieurs
* Pertinence de la méthodologie, du plan de travail et du calendrier proposés
* Réalisme du budget

***Date limite de dépôt des dossiers :*** 30 aout2023